



Dominique Wolton, Directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication.

« Il faut faire un travail de distance critique pour différencier l'information journalistique de celle des réseaux »

Le sociologue Dominique Wolton est directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication. Dans sa conception de la communication, ce spécialiste des médias et des rapports entre sciences, techniques et société, privilégie l'homme et la démocratie, plutôt que la technique et l'économie.

Quel regard portez-vous sur la transformation des médias par le digital?

Cette révolution du digital a été perçue pendant soixante ans comme étant liée à un progrès politique. On a considéré qu'après celle de la radio et la télévision, l'arrivée de l'ordinateur, d'Internet et des réseaux sociaux allait dans le bon sens : plus d'information, d'expression, de critique, donc de démocratie. Avec le numérique, l'information serait fabriquée et diffusée de plus en plus facilement et irait donc du côté de la démocratie. On a confondu l'explosion de l'information sur les réseaux et sa qualité politique. Nous sommes dans ce contresens depuis quarante ans.

On commence seulement à voir ce contresens ?

Oui, cela ne fait qu'une dizaine d'années que l'on s'aperçoit que c'est un progrès technique, mais pas politique. Si la révolution du numérique aboutit à la puissance des GAFAs - première puissance au monde qui décide souverainement de supprimer Trump des réseaux par exemple - où va-t-on ?

De quoi prend-on conscience ?

Que l'information est rare, difficile à construire. Que c'est un bien précieux. Que la révolution de l'information aboutit aux infox, qui sont l'inverse de la démocratie,



mais sont pourtant au cœur des réseaux. Que sur les réseaux, tout le monde ment et dit n'importe quoi, sans contrôle, ni qualité. Que l'expression n'est pas synonyme de vérité, mais peut être aussi de la manipulation. Bref, que l'information des réseaux n'est pas l'information des médias. D'ailleurs, les journalistes eux-mêmes l'ont cru. Et ils ne peuvent plus faire leur travail. Je leur ai souvent dit : vous sciez la branche sur laquelle vous êtes assis, votre légitimité n'est pas technique, mais politique.

Comment les journalistes peuvent-ils réagir ?

Ils vont devoir se distancier le plus possible de cette révolution de l'information, d'internet, faire le tri, voir là où il y a une manipulation, être beaucoup plus critique sur les réseaux qu'ils ne l'ont été, différencier l'information des réseaux et l'information journalistique.

« Les journalistes vont devoir se distancier le plus possible »

Je parle des journalistes occidentaux. Pas de ceux vivant dans des dictatures. Car la confusion entre ces deux informations vient aussi du fait que dans nos démocraties, on peut vivre sans les réseaux, mais qu'ils sont très utiles pour l'opposition dans les dictatures. On a cru qu'Internet - comme la radio ou la télévision - allait être un outil démocratique pour les dictatures. Hélas, c'est plus compliqué car les dictatures gèrent elles-mêmes leurs réseaux. Ceci dit, internet comme les médias peuvent être tout de même utiles contre les dictatures. Par

contre dans les démocraties, il ne faut jamais oublier le côté sombre d'internet. Il n'est pas naturellement démocratique.

Que pourrait-il se passer sans ce changement ?

Ce serait la fin du travail des journalistes! Puisqu'on est dans une idéologie de l'expression, on va dire : « Finalement on n'a pas besoin de journalistes. Ils prennent trop de temps, coûtent trop cher. Chacun de nous peut être journaliste. Ça suffit les intermédiaires ! ». C'est démagogique. La presse a besoin du métier d'intermédiaire qu'est le journaliste. Comme le professeur pour l'éducation ou le médecin pour la médecine. Les intermédiaires ne sont pas la fin de la liberté, ils sont la condition de notre liberté.

La force de la démocratie, ce sont les intermédiaires et la possibilité de les critiquer. Avec une démocratie directe, au bout d'un moment, c'est le triomphe de toutes les rumeurs et manipulations. On l'a vu dans l'idéologie Trump. La presse américaine s'est enfin dégagée des réseaux. Trump en a fait un tel usage que c'est devenu caricatural. Progressivement la presse a vu les dégâts, elle a vu le populisme se saisir de ces contresens. Ce qui s'est passé en cinq ans aux États-Unis a valeur mondiale.

La presse européenne ne s'est pas dégagée des réseaux...

Non. L'idée d'un journaliste européen est encore que les réseaux sont un contre-pouvoir indispensable. Cela peut l'être car il y a des choses que l'on dit plus facilement sur les réseaux que dans les journaux. Mais au bout d'un moment ce contre-pouvoir devient lui-même un pouvoir. La presse n'est déjà pas un quatrième pouvoir, mais un contre-pouvoir. Alors, les réseaux sans



contrôle, sans déontologie, c'est pire. On est à la croisée des chemins. Les journalistes n'ont pas vu ce danger. A terme, c'est leur propre statut qui est en cause. Vous comprenez bien qu'une certaine économie des réseaux dit déjà : « On n'a plus besoin de journalistes ».

La transition digitale a-t-elle un impact sur la matière première qu'est l'information ?

Oui. Pendant des siècles, c'était difficile de faire de l'information. Pas de liberté politique, pas beaucoup de médias et de technique. Aujourd'hui, c'est si facile de la prédire et de la diffuser que cette surabondance d'informations se retourne contre elle-même, aboutit à la logique paradoxale : elle n'a plus de prix. Les journalistes sont dépossédés de leur métier. Or l'information est un artisanat. Cela ne peut jamais être une industrie. Un journaliste est celui qui prend le risque de dire que dans tout le désordre d'une journée, il retient telle ou telle chose.

« Les journalistes sont dépossédés de leur métier »

Cela influence donc la façon dont les journalistes exercent leur métier ?

Oui, parce qu'ils sont débordés par les réseaux. Dès lors qu'ils n'ont plus le monopole de l'information, que tout le monde peut faire de l'info avec une caméra, un ordi, un témoignage, ils ont perdu du prestige. La vitesse actuelle n'est pas synonyme de plus de vérité mais souvent de plus d'infox. Se mettre en concurrence avec tous ces pseudo-journalistes, citoyens, militants, est une

erreur. Cela traduit une crise de valeurs. Il aurait fallu très tôt avoir le courage de dire : « Ce qui est important, c'est ce qui est labellisé par nous, et non pas tout ce que l'on peut trouver sur les réseaux. »

Est-il encore temps de réagir ?

Oui, bien sûr. Ce n'est pas facile pour la profession car la situation économique n'est pas formidable. Mais c'est le même problème qu'avec la régulation d'Internet.

« Si jamais les journalistes tombent, c'est grave »

On a du retard, mais on peut toujours le rattraper. Les journalistes sont la pépite de la démocratie, ses fantassins.

Cela a-t-il aussi un impact sur les destinataires de l'information ?

Bien sûr. La stratégie du soupçon dit : « Ils nous mentent, ils ne nous disent pas tout. » Comme si sur les réseaux, on disait tout ! Un exemple. Les Européens sont face au plus grand défi de leur histoire. On est 440 millions. On se méfie les uns les autres avec beaucoup de contentieux et malgré cette incommunication, on arrive à fabriquer l'Europe ! Or les réseaux sociaux ne s'y intéressent pas du tout ! Il y a une disproportion des traitements. On a une vision du monde complètement déformée !

Quel est alors le rôle des communicants ?

Ou bien, ils couvrent tout ça. Ils encouragent leurs clients, chefs d'entreprise et politiques, à cette surenchère, à s'imaginer que plus on est là-dedans, mieux c'est.

Ils disent : « C'est formidable les réseaux, internet, tout a changé... Tenez bon, je vais



vous aider à faire votre 14ème site. Comment vous n'êtes pas encore sur les réseaux ? ». Ou bien, ils osent répondre aux demandes des clients : « Écoutez 80% de ce qu'il y a là-dedans, c'est n'importe quoi. Il faut sélectionner ce qui est important. Ne pas vous faire avoir par toujours plus d'informations, de commentaires et de rumeurs. »

Mais quel est leur intérêt ?

Ils n'ont aucun intérêt à avoir moins de marché ! Mais s'ils sont courageux, intelligents, il faut dire stop. C'est aux journalistes de le dire en premier. Puis aux hommes politiques. Mais ils sont perdus. Ils ont peur d'avoir l'air vieux, dépassés. Les communicants et les intellectuels devraient accompagner les journalistes et les hommes politiques à faire ce tri.

Quelle est donc la morale de l'histoire ?

Dans toutes ces questions anthropologiques très fortes de l'information et de la communication, le plus important c'est la politique, pas la technique. Aucune bataille politique n'est gagnée uniquement par la technique.

« On croit que si on passe sa vie sur les réseaux, on est moderne, démocrate. C'est faux. »

Le drame d'internet est que c'est techniquement formidable, mais que cela n'a pas apporté d'autre philosophie politique. On croit que si on passe sa vie sur les réseaux, on est moderne, démocrate. C'est faux. Une révolution politique se fait comme toujours par la lenteur, l'éducation, la concurrence,

le respect de certaines valeurs, le fait de ne pas s'occuper uniquement des choses spectaculaires ou qui font vendre. Elle passe par la formation des esprits et ce qu'on appelle la culture, la culture critique.

*Propos recueillis par Anne-Isabelle Six,
Journaliste,
ai.six@wanadoo.fr - 06.16.01.76.80*